

Le crime organisé en Russie

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **143 (1998)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345841>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le crime organisé en Russie

Le Center for Strategic and International Studies, influente institution de recherche privée à Washington, a rendu public au début octobre 1997 le résultat d'un travail de recherche de deux ans sur le crime organisé en Russie.

Selon l'étude, le programme de lutte contre le crime du gouvernement russe aurait été un échec, en raison du manque de ressources et de volonté de changer les conditions permettant le développement du crime organisé. Certains membres des cercles gouvernementaux seraient certes prêts à adopter des mesures dures pour combattre le crime organisé, mais cette répression risquerait par ailleurs de soulever des questions sous l'angle du respect des droits de l'homme. En outre, des contrôles draconiens pourraient entraver à la fois le développement économique et la démocratisation.

A en croire les chiffres provenant du ministère russe de l'Intérieur (...), les milieux du crime organisé contrôleraient 40 % des entreprises privées, 60 % des entreprises d'Etat, entre 50 et 85 % des établissements bancaires. C'est cette étendue de l'influence criminelle qui préoccupe les auteurs du rapport, car elle pourrait conduire à l'extrême à un système politique contrôlé par des criminels, des bureaucrates corrompus et des hommes d'affaires peu scrupuleux.

Parmi les nombreuses bandes criminelles qui ont vu le jour sur le territoire de l'ex-Union soviétique, 200 environ auraient une activité internationale (110 selon d'autres sources) ; 26 auraient pris pied aux Etats-Unis, coopérant avec des groupes criminels d'autres origines.

Commentaire

Il existe bien des incertitudes et spéculations dans l'évaluation du crime organisé et l'on ne saurait donc se fonder sur ce seul rapport. Un récent numéro de la revue spé-

cialisée *Transnational Organized Crime* (été-automne 1996) a examiné dans quelle mesure le crime organisé russe pouvait constituer une nouvelle menace. Les auteurs rendent notamment attentif à l'impression inexacte que peut donner l'expression « crime organisé russe ». Mieux vaudrait parler d'organisations criminelles, car celles-ci n'ont rien de monolithique ou d'unifié (divisions ethniques, territoriales ou entre générations). Cela vaut également pour d'autres pays, ce qui fait que les collaborations entre organisations criminelles ne débouchent pas pour autant sur des conglomérats criminels mondiaux.

La page Internet de Transnational Organized Crime offre une série de liens avec différents sites Internet consacrés au problème du crime organisé : <http://www.pitt.edu/~rcss/toc.html>

Selon une enquête menée par les organismes officiels sur le crime organisé russe dans la région de New York, dont les résultats ont été rendus publics en juin 1996, la structuration est nettement moins solide que celle de la mafia italienne. Les conflits entre les différents groupes sont parfois très aigus, mais cette diversité rend en même temps la surveillance plus difficile. Une trentaine de groupes criminels seraient des organisations d'une certaine importance, avec une vaste palette d'opérations. Les infiltrations dans le secteur économique en Russie (banques, industries) sont bien réelles, et les groupes criminels n'hésitent pas à user de moyens d'intimidation violents. (Office central de la défense, *Situation et évolution*, 1.10.1997).